

# Benoît Lutgen «Ce gouvernement fédéral torpille la classe moyenne»

## LES PHRASES CLÉS

«Nous voulions une baisse des charges pesant sur le travail et on se retrouve avec une **augmentation de toute une série de taxes.**»

«Il y a effectivement aujourd'hui une **rage taxatoire** de ce gouvernement à l'égard de la **classe moyenne.**»

«On voit surtout que certains semblent **exemptés à vie d'impôts.** Et curieusement c'est surtout du côté d'Anvers.»

«**Didier Reynders est un homme qui respecte ses engagements** et la parole donnée. J'espère qu'il sera un exemple dans sa formation politique.»

## INTERVIEW MARTIN BUXANT

**L**e président du cdH Benoît Lutgen, depuis son fief bastognard où il nous reçoit, dit vouloir s'ériger en bouclier d'une classe moyenne délaissée par le gouvernement fédéral. Et tonne contre cet exécutif à la solde des Flamands.

**Le président du CD&V Wouter Beke estime qu'il faut envisager l'option militaire en Syrie. Et vous?**

Je suis content de voir qu'il nous rejoint sur ce point. Comme Didier Reynders, aussi, d'ailleurs. Je pense qu'il faut passer à la vitesse supérieure là-bas pour résoudre cette catastrophe humanitaire. À côté de cela, il faut doper l'aide humanitaire sur place. On a beaucoup trop tergiversé. Quelques drones qui s'occupent de chefs islamistes, cela ne suffit pas. Les frappes aériennes doivent être beaucoup plus fortes, qu'on arrête cette avancée de Daesh (acronyme arabe du groupe extrémiste État islamique, NDLR). C'est insupportable ce à quoi on assiste. Que le gouvernement agisse! Qu'on évite à toutes ces personnes d'avoir à entamer cet exode de la mort. Car leur départ de Syrie, d'Irak, c'est la victoire des extrémistes.

**La réforme fiscale du gouvernement fédéral, c'est de la poudre aux yeux?**

Je ne veux pas être caricatural. Je regrette que cette réforme soit incohérente. Nous voulions une baisse des charges pesant sur le travail et on se retrouve avec une augmentation de toute une série de taxes. Toute une partie de la population va trinquer. Ce que nous constatons à travers les chiffres, après analyse, c'est que c'est la classe moyenne qui va payer. C'est elle la grande victime de tout cela...

Comment ça?

Non-indexation, hausse de la TVA sur l'électricité, impact indirect de la taxation sur les intercommunales: tout ça va atteindre la classe moyenne de plein fouet. Les revenus les plus bas vont avoir un certain soutien, mais la classe moyenne, elle, est complètement oubliée et délaissée dans ce qui est proposé. Les travailleurs étaient censés être les gagnants de cette réforme fiscale. Or, rien. L'augmentation de la TVA et la taxe intercommunale, c'est un milliard d'euros. Qui est impacté? La classe moyenne. J'aurais préféré que ce milliard vienne de la lutte contre la fraude ou d'une diminution des intérêts notionnels. Et qu'on soulage la classe moyenne. À côté de cela, on a les taxes sur les accises qui augmentent. C'est taxe, taxe et retaxe.

**C'est un gouvernement taxateur?**

Certains aimaient utiliser le terme «rage taxatoire» dans le passé, je le leur renvoie comme un boomerang. Il y a effectivement aujourd'hui une rage taxatoire de ce gouvernement à l'égard de la classe moyenne.

**Attendez: il y a quand même une hausse de revenus annoncée de 100 euros par personne. Et c'est budgété. Ce n'est pas rien...**

On n'a toujours pas vu les tableaux... Franchement, je suis sceptique et je ne suis pas le seul. Didier Reynders lui-même l'a encore dit la semaine dernière. Il a critiqué la manière de procéder de son propre gouvernement. Et je dois dire qu'il fait preuve d'une grande lucidité et d'honnêteté. Maintenant, j'espère que ces 100 euros vont arriver. Mais il faut rappeler que si certains vont recevoir une partie de ces 100 euros, toute la classe moyenne payera beaucoup plus que 100 euros. La réalité des chiffres, c'est que la classe moyenne va payer pour cette réforme fiscale.

**Le gouvernement met quand même en place un impôt sur la spéculation...**

Pfff. Peanuts! On voit surtout que certains semblent exemptés à vie d'impôts. Et curieusement, c'est surtout du côté d'Anvers. Les diamantaires? Un impôt de 0,55% sur le chiffre d'affaires. Moi, demain, je pense qu'énormément d'entreprises et d'indépendants seraient heureux de payer ce tarif fiscal-là. De qui se moque-t-on? 0,55% du chiffre d'affaires... C'est incroyable. Quand on prétend qu'on veut soutenir PME et indépendants, on donne ce signal-là. C'est du sous-localisme fiscal anversoïse avec la complicité d'un parti francophone: les libéraux. Et à côté de cela, les autres qui travaillent, qui créent des emplois, ils doivent payer toujours plus d'impôts. Ah non, j'oubliais: à côté des diamantaires, c'est vrai que le port d'Anvers a été exonéré d'impôts... Encore un cadeau à Monsieur De Wever. Et à côté de cela, les autres intercommunales vont être soumises à l'impôt. Nous, bêtement, le prix de nos poubelles va augmenter parce que ce gouvernement taxe les intercommunales. Et ce sont les citoyens qui vont passer à la caisse. On fait de la communication sur le dos des inter-

communales, sans se soucier des conséquences. On va taxer des communes qui se

regroupent pour ouvrir une crèche mais on va exonérer une intercommunale qui s'occupe d'un port. Qu'est-ce qui se cache là derrière?

**C'est un gouvernement qui bosse pour la Flandre, c'est ça que vous voulez dire?**

Je prends l'exemple des intérêts notionnels. Les coûts ont explosé et on en est aujourd'hui à plus de 6 milliards d'euros brut. Donc, ça coûte énormément. Mais à qui est-ce que cela bénéficie: à 75% aux grandes entreprises. Elles sont davantage au nord qu'au sud du pays. Maintenant, si vous voulez une répartition géographique, c'est clair: la Wallonie en bénéficie à hauteur de 10% environ et la Flandre à plus de 60%. C'est un transfert fiscal du sud vers le nord et nous voudrions modifier ce mécanisme. Un tel avantage pour les entreprises flamandes par rapport aux francophones, ça ne va pas.

**À vous entendre, le MR a lâché les francophones...**

Bah, encore une fois, je veux éviter les caricatures. Mais qu'on me cite une seule

mesure qui a été prise dans l'intérêt des travailleurs francophones, une mesure prise pour rééquilibrer en faveur des entreprises francophones. Il n'y en a pas une. À côté de cela, on avantage les diamantaires, on taxe les intercommunales. Pareil avec la SNCB: on va supprimer les lignes les moins rentables, or on sait qu'elles sont essentiellement en Wallonie. Encore une fois. Toute l'architecture de ce qui se passe aujourd'hui montre qu'on se trouve dans un entonnoir. Alors, ok, il n'y a pas de réforme institutionnelle en tant que telle. Mais ces décisions socio-économiques ont des conséquences communautaires. Ce qui m'attriste le plus et me déçoit le plus de la part de ce gouvernement, c'est le sacrifice de la classe moyenne.

**La réforme fiscale du Fédéral va impacter les recettes des entités fédérées...**

Le Premier ministre a promis un dialogue, on ne voit toujours rien. Charles Michel a une vision d'un autre temps des rapports entre entités. Quand il dit «je communiquerai» les chiffres aux Régions... Mais non! Attendez, on n'est pas en dessous du

Fédéral... À partir du moment où le Fédéral impacte les autres entités, il faut discuter et surtout compenser. Ici, on a un Premier ministre qui veut «communiquer». Ce n'est pas une façon de travailler. Et nous demandons à pouvoir voir dans la black box de cette réforme fiscale et que le Fédéral compense.

**Qu'il compense, qu'est-ce que ça veut dire?**

On vit dans un état fédéral, alors qu'il compense financièrement si les entités fédérées sont atteintes par les décisions prises s'il y a une moins-value pour les Régions. C'est ça, la loyauté fédérale. C'est ça qu'on a négocié lors de la réforme de l'État. Et chacun avait marqué son accord. Si l'État fédéral vient

déséquilibrer l'édifice, il doit compenser. Les moins-values et les nouvelles taxes.

**Charles Michel réunit pourtant souvent le comité de concertation?**

Je ne tiens pas les comptes. C'est vrai qu'il est extrêmement présent en Flandre, notamment avec Monsieur Bourgeois et Monsieur De Wever. Il se rapproche de cette réalité anversoise-là, c'est vrai. En revanche, nos contacts sont bons avec Kris

Peeters, Didier Reynders et Koen Geens. En Wallonie, on revient vers l'équilibre budgétaire sans nouvelle taxe, sans nouveaux impôts. Uniquement avec des réductions de dépenses. On ne demande rien à personne mais on tient nos engagements. Maintenant, je demande des explications sur ce que le Fédéral trame avec sa réforme fiscale, pour autant qu'ils arrivent à se mettre d'accord entre eux.

**La semaine dernière, Didier Reynders a ex-**

**pliqué qu'il avait des contacts avec vous. C'est vrai?**

Heureusement que les gens se parlent.

**Mais est-ce que ça se fait dans le dos de Charles Michel?**

Tout ce que je peux dire, c'est que Didier Reynders est un homme qui respecte ses engagements et la parole donnée. Je n'ai rien d'autre à dire. J'espère qu'il sera un exemple dans sa formation politique pour l'ensemble des mandataires.